

COMMUNE : PLOZEVET

Résumé sommaire du conseil municipal du 26 mai 2020

L'an deux mille vingt, le 26 du mois de mai à dix-huit heures zéro minutes, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni le conseil municipal de la commune de PLOZEVET

Étaient présents les conseillers municipaux suivants :

BREMAUD Brigitte	LE FLOCH Anne-Marie	MOURRAIN Gérard
CAMENEN Marie-Christine	LE GOFF Michèle	MOURRAIN Karine
CARRE Laurence	LE GOUIL Serge	PLOUHINEC Jean-Pierre
CORNEC Paul	LE MEN Anthony	SALIOU Françoise
DUFOUR Marie-Thérèse	LEBLOND Marc	SANDRIN Philippe
GUILLOU Dominique	LUCAS Philippe	TANNEAU Pascal
HECQUET Maëva	MARLE Jean-Claude	YANNIC Jean-Bernard
KEREZEON Gilles	MONFORT Audrey	

1. Installation des conseillers municipaux

La séance a été ouverte sous la présidence de M Pierre PLOUZENNEC, maire sortant, qui a déclaré la séance ouverte puis après un discours quitte la séance.

2. Élection du maire

2.1. Présidence de l'assemblée

Madame Saliou, la plus âgée des membres présents du conseil municipal a pris la présidence de l'assemblée (art. L 2122-8 du CGCT) et déclaré installés dans leurs fonctions les membres du conseil municipal cités ci-dessus.

Mme Maëva Hecquet, benjamine de l'assemblée a été désignée en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

La doyenne a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré 23 conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie.

Elle a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection du maire. Elle a rappelé qu'en application des articles L. 2122-4 et L. 2122-7 du CGCT, le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

2.2. Constitution du bureau

Le conseil municipal a désigné deux assesseurs : **M. Paul Cornec et M. Philippe Lucas.**

2.3. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom a déposée lui-même l'enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie, dans le réceptacle prévu à cet effet.

Après le vote du dernier conseiller, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote.

2.4. Résultats du premier tour de scrutin

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote 0
- b. Nombre de votants (élus installés) 23
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) 0
- d. Nombre de suffrages exprimés enveloppes déposées..... 25

Le nombre d'enveloppes (25) déposées dans le réceptacle étant supérieur au nombre d'élus (23), la doyenne de l'assemblée déclare nul le premier tour et il est procédé immédiatement à un second tour.

2.5. Résultats du deuxième tour de scrutin

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) 23
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) 0
- d. Nombre de suffrages exprimés [b - c]..... 23
- e. Majorité absolue 12

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
KEREZEON Gilles	17	dix-sept
Blancs	5	Cinq
Le Floch	1	un

2.6. Proclamation de l'élection du maire

M. Gilles KEREZEON a été proclamé maire et a été immédiatement installé.

3. Élection des adjoints

Sous la présidence de **M. Gilles KEREZEON** élu, le conseil municipal a été invité à procéder à l'élection des adjoints.

3.1. Nombre d'adjoints

Le président a indiqué qu'en application des articles L. 2122-1 et L. 2122-2 du CGCT, la commune doit disposer au minimum d'un adjoint et au maximum d'un nombre d'adjoints correspondant à 30% de l'effectif légal du conseil municipal, soit 6 adjoints au maire au maximum. Au vu de ces éléments, le conseil municipal a fixé à 6 le nombre des adjoints au maire de la commune (18 pour, 5 abstentions).

3.2. Listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire

Le maire a rappelé que les adjoints sont élus au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel parmi les membres du conseil municipal. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un avec obligation d'alternance d'un candidat de chaque sexe. Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus (art. L. 2122-4 et L. 2122-7-2 du CGCT).

Le maire a constaté qu'une seule liste de candidats aux fonctions d'adjoint au maire avait été déposée. Elle est mentionnée dans les tableaux de résultats ci-dessous par l'indication du nom du candidat placé en tête de la liste. Il a ensuite été procédé à l'élection des adjoints au maire, sous le contrôle du bureau désigné au 2.2 et dans les conditions rappelées au 2.3.

3.3. Résultats du premier tour de scrutin

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) 23
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) 0
- d. Nombre de suffrages exprimés [b - c]..... 23
- e. Majorité absolue 12

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
DUFOUR Marie-Thérèse	18	DIX HUIT

3.4 Proclamation de l'élection des adjoints

Ont été proclamés adjoints et immédiatement installés les candidats figurant sur la liste conduite par **Mme Marie-Thérèse DUFOUR**. Ils ont pris rang dans l'ordre de cette liste : Marie-Thérèse DUFOUR, Paul CORNEC, Françoise SALIOU, Jean-Claude MARLE, Karine MOURRAIN, Philippe LUCAS.

4. Délégation du conseil municipal au Maire

Le Maire présente à l'assemblée les principes de l'article L.2122-22 du CGCT et propose de retenir les éléments suivants :

- 3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal (300 000 €), à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
 - 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 - 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
 - 6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
 - 7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
 - 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
 - 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
 - 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal conformément au PLU ;
 - 18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
 - 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal (100 000 €) ;
 - 21° D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme conformément au PLU ;
- Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Le conseil municipal valide les délégations au maire (18 pour, 5 abstentions) telle que présentées pour la durée du mandat.

Le Maire clos la séance à dix-neuf heures et trente minutes.